

Les conséquences de la paupérisation des éleveurs Peuls sur l'organisation des réseaux de commercialisation du bétail et de la viande en RCA¹

Claude ARDITI

(UPRES A 8038)

15 Rue du Père Guérin, 75013 Paris

Tel. : 01 45 80 16 30 - Fax : 01 53 62 09 83 - mail : ardit@ehess.fr

Résumé. Les commerçants de bétail de RCA ont en commun d'être musulmans (arabes et non-arabes) et d'utiliser l'arabe dialectal comme moyen de communication intra-communautaire. Cette présence humaine d'origine étrangère est liée à l'existence d'anciens flux de bétail, principalement originaires du Tchad, qui continuent de nos jours à contribuer périodiquement à l'approvisionnement en viande de Bangui et de l'est du pays. De manière parallèle, on a assisté depuis une vingtaine d'années à l'émergence de Peuls dans le commerce du bétail alors que cette activité leur paraissait dans le passé présenter d'insurmontables difficultés. En conséquence, une certaine division spatiale des zones d'influence de chaque groupe ethnique s'est mise en place dans le pays, de telle manière que les Arabes dominent l'est du pays qui approvisionne Bangui ainsi qu'une partie des villes de l'ouest, tandis que les Peuls maîtrisent surtout la région de Bouar et le commerce transfrontalier avec le Cameroun.

Un certain nombre de facteurs se conjuguent de nos jours pour limiter les transactions annuelles des commerçants de bétail et ont empêché jusqu'à présent que n'apparaisse une situation de monopole : somme d'argent confiée à chaque acheteur, distances à parcourir pour constituer un troupeau et l'acheminer au marché terminal, frais et taxes divers à acquitter etc. La situation d'insécurité dans certaines régions et la baisse du pouvoir d'achat à Bangui (conséquence du PAS et de la dévaluation) ont renforcé ces tendances. Elle contribue à limiter fortement les déplacements des commerçants à l'intérieur du pays, pénalisant ainsi fortement les éleveurs peuls qui ne peuvent vendre leur bétail à bon prix et décourage les fils des commerçants de succéder à leur père. Si cette situation perdure l'approvisionnement en viande bovine de Bangui risque d'être fortement perturbé.

Les commerçants de bétail de RCA appartiennent pour la plupart aux diverses tribus arabes du Tchad (Hemat, Missirié, Rachid, ou Salamat) qui ont en commun d'être musulmans et d'utiliser l'arabe dialectal comme moyen de communication intra-communautaire. Cette présence humaine d'origine étrangère est liée à l'existence d'anciens flux de bétail, principalement originaires du Tchad, qui continuent de nos jours à contribuer périodiquement à l'approvisionnement en viande de Bangui et de l'est du pays. Parallèlement, on a assisté depuis une vingtaine d'années à l'émergence de Peuls dans le commerce du bétail² alors que cette activité leur paraissait dans le passé présenter d'insurmontables difficultés. En conséquence, une certaine division spatiale des zones d'influence de chaque groupe ethnique s'est mise en place dans le pays, de telle manière que les Arabes dominent l'est du pays qui

¹Cette communication est fondée sur des données contenues dans une étude réalisée en 2002 pour le compte de la FNEC sur financement du MAE (Arditi, 2002)

²L'émergence de commerçants de bétail Peuls s'inscrit dans une stratégie de diversification des activités économiques (agriculture, petit commerce etc.) des éleveurs Peuls qui s'est surtout manifestée à partir de 1984 année de forte sécheresse. Cf. Ardit et alii 2001.

approvisionne Bangui ainsi qu'une partie des villes de l'ouest, tandis que les Peuls maîtrisent surtout la région de Bouar et le commerce transfrontalier avec le Cameroun.

Les commerçants de bétail (en arabe *tujjâr al baggar* et *filobe naï* en fulfulde)³ sont en général des citoyens qui se déplacent peu. Ils doivent donc pour réaliser leurs opérations utiliser les services d'acheteurs qui sont à leur service qui ont la charge de se rendre à leur place avec d'importantes sommes d'argent dans les campements et sur les marchés car les éleveurs exigent en général d'être payés cash.. Il faut ensuite que les acheteurs constituent un troupeau de bovins, activité qui peut prendre du temps vu la dispersion dans l'espace des éleveurs et de leurs animaux et la saison d'achat.. Une fois composé le troupeau de commercialisation doit ensuite être acheminé avec l'aide de convoyeurs et de bergers vers un marché terminal qui peut être soit régional soit national (Bangui). Bien que ces marchés terminaux soient situés parfois à plusieurs centaines de km du lieu d'achat le bétail y est actuellement conduit à pied. Les animaux et ceux qui les accompagnent (acheteurs, bergers et convoyeurs) doivent normalement emprunter des couloirs de convoyage conçus pour, d'une part éviter d'endommager les champs cultivés des régions traversées et de l'autre de, permettre un comptage des bovins pour connaître les flux de bétail. Un certain nombre de facteurs se conjuguent pour limiter les transactions annuelles des commerçants de bétail et ont empêché jusqu'à présent que n'apparaisse une situation de monopole : somme d'argent confiée à chaque acheteur, distances à parcourir pour constituer un troupeau et l'acheminer au marché terminal, frais et taxes divers à acquitter etc. La situation d'insécurité dans certaines régions et la baisse du pouvoir d'achat à Bangui, consécutive au PAS et aux mutineries (1996 et 1997) est venue renforcer ces tendances.

Les animaux seront par la suite achetés, le plus souvent à crédit, par des bouchers qui doivent les conduire aux abattoirs à Bangui et dans les aires d'abattage dans les localités de l'intérieur afin que la santé des animaux puisse être évaluée et que la viande proposée à la vente soit saine. Il existe pourtant, surtout à Bangui, de nombreux abattages clandestins qui sont liés au montant de la taxe d'abattage et à la déficience de la Société d'État de Gestion des Abattoirs (SEGA) en matière de transport des carcasses vers les marchés de la ville. La viande est ensuite vendue au tas (avec os et sans os) sur les principaux marchés urbains à la satisfaction de la majeure partie de la clientèle qui n'a, semble-t-il, jamais exigé l'utilisation de la balance.

Le système de commercialisation du bétail et de la viande, qui s'est mis en place en RCA au XX^{ème} siècle, est semblable à ceux qui existaient dans les pays ayant une tradition d'élevage plus ancienne et ne peut fonctionner et se reproduire que s'il existe des relations de confiance (*aman* en arabe) entre les principaux intervenants de la filière : commerçants, acheteurs, et bouchers car l'argent circule entre eux et le crédit est couramment pratiqué. C'est sans doute pour cette raison que dans le passé le commerce du bétail et de la viande était en RCA et dans d'autres pays (Cameroun, Nigeria etc.) contrôlé exclusivement par des Hausa, peuple migrant et commerçant par excellence. Ils ont été peu à peu supplantés ainsi que les acheteurs et intermédiaires par des commerçants Arabes et Peuls⁴, et le milieu des bouchers s'est lui aussi

³ Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1980 qu'un intérêt s'est manifesté en RCA pour la commercialisation du bétail et que ce thème a commencé à faire l'objet d'analyses dans les travaux et études consacrés à l'élevage. Cet intérêt tardif s'explique sans doute par le fait que auparavant la politique de développement de l'élevage était principalement axée sur la santé animale et la lutte contre les grandes épizooties en liaison avec la spécificité de l'élevage bovin centrafricain qui a été parfois qualifié de "médicalisé" Certains affirment que si le commerce du bétail n'a pas été étudié plus tôt c'est parce qu'il fonctionnait bien !

⁴ Les éleveurs Arabes sont nombreux au Tchad, au Cameroun, au Nigeria et au Soudan tandis que les éleveurs Peuls le sont surtout en RCA et au Cameroun. Quant aux Hausa, ils ne constituent dans ces divers pays que des diasporas peu importantes vivant loin de leurs pays d'origine que sont le Nigeria et le Niger. Ceci explique sans doute en partie la situation actuelle.

fortement diversifié⁵. Ceci montre bien qu'une évolution considérable s'est produite dans ce secteur économique de première importance et que ceux qui en sont responsables de nos jours possèdent à l'évidence les mêmes qualités professionnelles que leurs prédécesseurs. En effet, l'approvisionnement en bétail et en viande de Bangui et des principaux centres urbains, dont la population a pourtant très fortement augmenté au cours des dernières décennies, n'a pas connu d'importantes ruptures ni de fortes hausses de prix. Cette évolution s'est produite, il faut le souligner vigoureusement, en dehors de toute intervention directe de l'État et des bailleurs de fonds en faveur des principaux acteurs de la filière. Dans ce domaine, la puissance publique ne s'est manifestée que par la création de marchés, dont l'aménagement laisse souvent à désirer, par la construction d'abattoirs à Bangui et d'aires d'abattages à l'intérieur du pays, et par la promulgation d'un ensemble de textes législatifs dont la plupart des auteurs s'accordent à reconnaître qu'ils ne sont guère respectés.

Contrairement à certains stéréotypes vivaces, dans les milieux où l'esprit d'entreprise est peu développé (surtout celui des agents de l'État) le commerce du bétail ne rapporte pas toujours de l'argent et par conséquent il n'est pas rare que des commerçants, qui n'ont pas d'autre activité, fassent faillite comme l'attestent certaines autres études⁶. Il arrive parfois que des commerçants puissent redémarrer leur activité grâce à un prêt d'argent important ou de bétail consenti par un autre commerçant. Certains autres, moins chanceux, doivent repartir pratiquement à zéro et devenir intermédiaires, fonction qui n'exige aucun capital de départ.

Les positions et les fonctions occupées dans l'organisation de la commercialisation du bétail sont le plus souvent fragiles. Ceci incite les commerçants les mieux placés et les plus prévoyants à diversifier leurs activités (constitution d'un ou plusieurs troupeaux, commerce général, investissements dans le diamant et/ou dans l'immobilier, et/ou dans la distribution de médicaments vétérinaires etc.). Cette pluriactivité⁷, qui n'est d'ailleurs nullement spécifique au commerce du bétail, constitue à notre sens un aspect essentiel du comportement des commerçants et les protège des aléas de toute nature de ceux qui ont pu la mettre en oeuvre. Elle est d'autant difficile à mettre en oeuvre que la richesse n'est tolérée que si elle se double de générosité.

Le rôle des associations professionnelles (éleveurs, commerçants, bouchers)

Le processus d'organisation de la filière bétail/viande, imposé par les bailleurs de fonds, a consisté à tenter de faire entrer de manière progressive des secteurs économiques largement informels dans un cadre formel contrôlé par l'État dans le but de faire bénéficier leurs membres de formations mais surtout pour faire payer aux professions concernées; cotisations, taxes, et impôts. Ce processus avait démarré avec la création de la Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains (FNEC) qui avait regroupé les éleveurs en groupements d'intérêt pastoraux (GIP), il s'est poursuivi avec les bouchers avec l'Association Nationale des Bouchers Centrafricains (ANBC), puis à partir des années 1990 avec les commerçants de bétail (création de l'Association Centrafricaine des Commerçants du bétail !ACCB) en 1991, l'Association des Commerçants de Bétail Centrafricain (ACOBICA) en 1998 et en 2001 le

⁵ Les données, surtout qualitatives, que nous avons collecté sur eux sont trop fragmentaires pour analyser qui a réellement profité de cette diversification et porter un jugement sur l'ensemble de cette profession qui demeure très mal connue.

⁶ Boutrais (2001 : 62) signale qu'à Ngaoundéré une petite enquête a montré 16 faillites sur 59 marchands actifs.

⁷ Elle est pourtant très souvent passée sous silence dans les travaux d'experts, qui sont consacrés au commerce et qui préconisent au contraire souvent la spécialisation dans une seule activité.

groupement des commerçants de bétail qui constitue l'un des volets de l'Association Action pour les Initiatives de Développement pour les Communautés Rurales (AIDCOR).

L'analyse des associations de la filière bétail-viande montre que, contrairement aux représentations des bailleurs de fonds, les milieux socio-économiques constitués par les bouchers et les commerçants de bétail sont loin d'être homogènes car des oppositions et des conflits s'y sont manifestés périodiquement aboutissant à des scissions et à la création d'associations concurrentes. Par conséquent, le contrôle de leurs activités par l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE) et le passage attendu de l'informel au formel, s'est dans ce contexte révélé fort difficile voire totalement impossible à réaliser. Bien que ces associations possèdent les apparences du secteur formel (statuts, bureau, secrétaires etc.) le nombre d'adhérents réels relève du mystère, les réunions sont rares et le contrôle de l'argent provenant des cotisations et des taxes est impossible à effectuer. En réalité ces associations sont gérées à la manière d'une chefferie traditionnelle dans laquelle le pouvoir ne fait l'objet d'aucun partage entre les membres. On doit insister sur le fait que le milieu des commerçants a été caractérisé jusqu'à nos jours par une absence de monopole qui est liée pour une bonne part aux conditions d'exercice du commerce, il n'en est pas de même dans les associations professionnelles dans lesquelles existent en général de véritables situations de domination "ethnique" qui se manifestent presque toujours par des problèmes internes liés au comportement autocratique de ses dirigeants et par des détournements d'argent. La seule possibilité pour ceux qui sont en désaccord avec ce type de gestion est de quitter l'association et d'en fonder une autre qui connaîtra en général les mêmes difficultés.

En résumé, les associations professionnelles ont eu jusqu'à présent une tendance "naturelle" à reproduire en leur sein les conceptions hiérarchiques des sociétés dont sont issus ses membres dans un contexte politique général où le modèle démocratique, souhaité par les bailleurs de fonds, paraît à l'évidence connaître de sérieuses difficultés à émerger. Cette situation s'explique en partie par la baisse des effectifs commercialisés qui s'est manifestée à partir de la sécheresse de 1984 et a été amplifiée à partir de 1994, année de la dévaluation du FCFA.

Les mécanismes de formation des prix du bétail et l'impact de la dévaluation de 1994

Les prix des bovins

En 1983, en liaison avec la fermeture de la frontière camerounaise et du changement de monnaie au Nigéria, les prix du bétail ont en moyenne été divisés par deux. La région ouest fut plus touchée que les régions qui approvisionnent Bangui. En 1984 le marché de Ngawi est réouvert et les prix remontent dans l'ouest sans retrouver pourtant leur niveau de 1982. Ils varient de 20.000 à 50.000 FCFA pour des taurillons, de 40.000 à 90.000 FCFA pour de jeunes boeufs, de 60.000 à 110.000 FCFA pour des boeufs adultes, et pour de vieilles vaches etc. en fonction des localités.

La sécheresse de 1984 a causé une forte mortalité des bovins et une baisse des prix les années suivantes puisque en 1987 ils variaient de 54.000 FCFA à 78.000 FCFA toutes catégories confondues comme le montre le tableau suivant..

Les prix des animaux en 1987 (d'après Smits)

	Moyenne	Saison des pluies	Saison sèche
Ombella-Mpoko	54.000	56.500	51.000
Ouham	59.000	63.000	73.000
Ouham-Pendé, Nana-Mambéré	74.000	75.000	73.000
Haute Sangha	78.000	76.000	80.000
Sangha économique	78.000	-	-
Lobaye	61.000	-	-

La dévaluation de janvier 1994 du FCFA s'est traduite par de fortes augmentations du prix des bovins et la plupart des prix qui concernent la production animale (lait, beurre etc.) ont aussi fortement augmenté. Les hausses de prix ont été telles, que d'après le tableau suivant, les vaches, qui jouent un rôle important dans l'offre de bétail, ont vu le leur en moyenne doubler, et les taurillons (en grande partie destinés à la traction animale) tripler. Les taureaux, que l'on commercialise moins, ont connu une augmentation plus faible.

	Centre		Ouest	
Prix de vente moyen (en FCFA)	1990	2001	1990	2001
Taurillon	20000 F.	60000 F.	25000 F.	60000 F.
Vache	40000 F.	70-90000 F.	50000 F.	100000 F.
Taureau	90000 F.	110000 F.	100000 F.	170000 F.

Prix du bétail pratiqués à Bossembélé et Bangui en 2001 (en FCFA)

	Prix d'achat à l'éleveur	Prix de vente à Bossembélé	Prix de vente à Bangui (PK13)
Taureau	105-140000 F.	115-150000 F.	200-220000 F.
Vache	60-100000 F.	70-100000 F.	100-160000 F.
Taurillon	40-60000 F.	50-80000 F.	80-100000 F.
Génisse	40-60000 F.	50-80000 F.	80-100000 F.
Castrés	140-180000 F.	160-190000 F.	270-290000 F.

On voit d'après le tableau précédent qu'en raison de la proximité de Bangui, d'une forte demande et des prix plus attractifs qu'en province, les commerçants de la région Centre ont tout intérêt à vendre leur bétail dans la capitale.

L'augmentation des cours des bovins se répercute bien évidemment sur le prix de la viande au détail qui se vend environ 1300 FCFA le kilo (prix officiel).

Les effectifs commercialisés (1990-1998)

Région	1990	1991	1992	1993
Centre	144494	150586	125002	101181
Ouest	38667	32094	28382	25956
Est	10118	8066	8469	7558
Total	193279	190746	161853	134695

	1994	1995	1996	1997	1998
	118167	109138	96201	85289	104917
	32570	26361	19809	19264	17610
	10042	13347	16696	21720	21235
	161779	148846	132706	126283	143762

(source: service de suivi/évaluation de l'ANDE-1999).

On voit dans le tableau ci-dessus que la dévaluation s'est traduite par une diminution régulière des effectifs commercialisés de 1995 à 1997 et qu'une reprise s'est manifestée en 1998. On est pourtant loin d'avoir retrouvé le niveau du début des années 1990. Cette évolution est sensible dans toutes les régions mais seul le centre a connu en 1998 une forte augmentation des effectifs commercialisés.

Les acteurs sont parfaitement conscients des conséquences de la dévaluation ainsi que l'attestent les propos suivants :

"Avant, c'est-à-dire au début des années 1990, le travail marchait normalement car les fonctionnaires étaient payés régulièrement et que je pouvais vendre deux à trois bêtes par jour parce que je fournissais des super-marchés et des hôtels. Depuis 1995 les choses ont bien changé à cause du prix des animaux et de l'insécurité "sur la route du Tchad et du Soudan". Ceci nous oblige parfois à faire crédit à nos clients. La balance est toujours placée sur la table mais rarement utilisée parce que nos clients préfèrent acheter au tas de 500 ou de 1000 FCFA et demander un cadeau (Boucher, Bangui.).

"En 1994 la dévaluation est arrivée, ensuite la mévente a sévi à Bangui et enfin des augmentations ont eu lieu dans tous les domaines : la patente est passée de 5000 FCFA en 1985 à 50.000 FCFA aujourd'hui ! Cela a fait diminuer mon commerce et depuis je n'organise plus que deux voyages par an à Bangui pour amener une trentaine de têtes à chaque fois (Commerçant, Yaloké).

"Des commerçants camerounais viennent dans la région de Berberati depuis 2000 cela fait flamber les prix jusqu'à 300.000 FCA" (Boucher, Berberati).

"Avant la dévaluation, avec un million de FCFA je pouvais acheter, suivant les circonstances, de vingt à trente têtes. Après, avec la même somme je n'achète que cinq à six animaux de grande taille. Avant, quand je vendais dans la zone diamantifère je pouvais avoir 300.000 FCFA de bénéfice à chaque opération. Aujourd'hui, je gagne beaucoup moins (Membre d'un GIP et commerçant, près de De Gaulle).

"Les effets de la dévaluation sont beaucoup moins marqués ici⁸ qu'à Bangui et la viande se vend comme par le passé. Ceci s'explique sans doute par le fait que la clientèle est en majorité

⁸ Dans la zone diamantifère.

composée de consommateurs qui exercent leur activité dans le secteur informel surtout dans le diamant, moins touché par la crise économique que le secteur public (Boucher, Boda).

Principaux facteurs influant sur les marchés intérieur et extérieurs

Avant que le cheptel appartenant aux Peuls ne soit assez important pour approvisionner régulièrement Bangui et les principales villes du pays, c'est à partir du Tchad et du Soudan que partaient des troupeaux de commercialisation destinés à la RCA. Bien que devenu actuellement pratiquement autosuffisant, des flux de bétail originaires du Tchad et du Soudan continuent de nos jours à contribuer périodiquement à l'approvisionnement du pays (surtout à celui de Bangui et de l'est du pays). Les transactions d'animaux contrôlées font de nos jours de Bangui le plus gros marché de bétail du pays, avec environ 40 % en moyenne de l'ensemble des animaux vendus dans le pays.

Les importations

Les importations de bovins proviennent du Tchad et du Soudan. Les effectifs importés connaissent d'importantes variations dans la mesure où ils sont passés d'environ 44.000 têtes en 1991 à 28.000 en 1993. Le Tchad est le principal exportateur⁹ vers la RCA car la proportion de sa contribution a varié de 61 à 86 % de 1991 à 1996. La tendance s'est inversée en 1996 et sa part n'était plus que de 41 %, au profit du Soudan qui a connu une augmentation de presque 68 %¹⁰ !

L'exportation vers les deux Congo

Les bovins destinés à l'exportation vers les deux Congo sont achetés au pk 13 d'avril à décembre, période où l'Oubangui est navigable. Leur nombre est passé de 2805 têtes en 1991 à 2875 en 1992. Une importante augmentation de 62 % et 28 % s'est produite en 1994 et 1995. Les mutineries sont à l'origine d'une baisse en 1996 et 1997. De 1998 à 2000 les exportations ont connu un niveau supérieur à celui d'avant la dévaluation (5125 et 8000 têtes), pour retomber à un très faible niveau en 2001 à cause des événements qui se sont produits dans l'ex-Zaïre.

Conclusion

La situation actuelle de l'élevage en RCA peut être caractérisée par l'existence d'un certain nombre de phénomènes (paupérisation des éleveurs, dévaluation, baisse du pouvoir d'achat des agents de l'Etat, insécurité etc.) qui conjuguent leurs effets négatifs et qui se traduisent par une détérioration des conditions de vie des éleveurs et des principaux acteurs de la commercialisation du bétail et de la viande. C'est surtout la présence, depuis plusieurs années, de *zargina* qui est unanimement considérée par les éleveurs et les commerçants comme le plus grave danger sans doute parce qu'elle symbolise la faiblesse de l'Etat.

⁹ Ce qui explique sans doute en grande partie le rôle des commerçants d'origine tchadienne en RCA.

¹⁰ Car il est situé en dehors de la zone du FCFA.

Bibliographie

Arditi C., 1992. *Etude régionale des stratégies différenciées des éleveurs d'Afrique Centrale : le Tchad*. CCCE, 71 p. + annexes.

Arditi C., 1993. "Commerce, Islam et Etat au Tchad (1900-1990)", in E. Grégoire et P. Labazée, *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, : 174-220

Arditi C., 1999. Grands commerçants au bord de la crise ? Ajustement structurel, dévaluation et pétrole au Tchad. *Islam et Sociétés au sud du Sahara* n°13 : 103-116,

Arditi C., J. Picard, W.C. Modibo, L. Mbaiki, 2001. *Etude socio-économique des Peuls de RCA*. (FNEC/MAE), 102 p.

Arditi C., 2002. *Les acteurs de la commercialisation du cheptel bovin en RCA* (MAE/FNEC), 128 p et annexes.

Assana-Remayeko, Mahamat-Salle, 1986. *Rapport de Synthèse des Enquêtes* (commercialisation traditionnelle du bétail, immigration des éleveurs tchadiens en RCA, inventaire des nouvelles zones d'élevage).

Assana-Remayeko, Mahamath Diallo, 1998. *La commercialisation du bétail et les abattages contrôlés en République Centrafricaine* (période 1991-1996), ANDE, Service suivi-évaluation et Statistiques, 79 p.

Boutrais J., 1988. *Des Peuls en savanes humides. Développement pastoral dans l'ouest centrafricain*. Paris, ORSTOM.

Boutrais J., 2001. Du pasteur au boucher : le commerce du bétail en Afrique de l'Ouest et du Centre, *Autrepart* (19), : 49-70

Kota-Guinza A., 2001. *Commercialisation du bétail en Centrafrique*, Bangui, 27 p.

Koussou M.O., Duteurtre G., Trueba J., 2001 *L'organisation du commerce d'exportation de bovins sur pied du Tchad vers le Nigeria*. Communication présentée au 2ème Comité scientifique du Prasac, Maroua, 5-9 février 2001.

Le Masson C., 1990. *Les éleveurs Mbororo. Etude socio-économique*. Bangui, Ministère du développement rural/ANDE, 220 p. + synthèse + annexes.

Meyer C. et alii, 1997. *Enquête sur l'élevage du bétail en République Centrafricaine*. Rapport final. CIRAD-EMVT.

SMITS ENGINEERING S.A., 1987. *Expertise sur la commercialisation des produits de l'élevage centrafricain*, Bruxelles.

Westneat A.S, Boyer N.A, Lentz B.E., 1991. *Etude des marchés de Bangui*, Rapport final, AFRICARE/Projet de Développement des Entreprises Rurales.